

N°261
2€30

BILLETS D'AFRIQUE

OCTOBRE 2016



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

**Libye : depuis 2011,
un effondrement sans fin
sous le poids de l'ingérence française**

Centrafrique / Tchad / Gabon

Les patrons parlent aux patrons

L'ancien Premier ministre béninois, et candidat malheureux à la présidence de son pays, Lionel Zinsou, est revenu à ses premières amours sans aucun complexe. Il a repris la présidence de la fondation Africa-France et par la même occasion ses lamentations sur la perte des parts de marché des entreprises françaises en Afrique francophone. Les 22 et 23 septembre derniers, il a ainsi organisé les « Rencontres Africa 2016 », la « plus importante manifestation économique sur l'Afrique jamais organisée en France », d'après le secrétaire d'État Mathias Fekl. Un vrai succès paraît-il, où se sont bousculés plus de 2000 participants quand on en attendait 500. Zinsou a pu y plaider en faveur des PPP (« partenariats public-privé ») qui, en Afrique comme en France, ne manqueront pas d'engraisser les grosses entreprises au détriment des finances publiques...

Barbouze un jour...

On savait, au vu de son amitié avec Michel Tomi (surnommé « le parrain des parrains ») que l'ancien patron de la DCRI sous Sarkozy, Bernard Squarcini, cultivait les relations "particulières". On a récemment appris qu'après avoir été remercié, il s'est mis à son compte et au service du dictateur congolais alors que ce dernier préparait sa "réélection". Croyant savoir qu'un « mouvement insurrectionnel » visant à « déstabiliser » Denis Sassou Nguesso était en préparation, il fournit aimablement « le nom des opposants, leurs conseils en France, leur plan d'action » à « Jean-Dominique Okemba, le Monsieur Sécurité de Sassou Nguesso, qu'il connaît de longue date ». « Est-ce à cause de cette mise en garde que le gouvernement de Brazzaville coupe toutes les liaisons téléphoniques et les échanges internet au moment du scrutin? », se demandent les journalistes du *Nouvelobs.com* (13/07). Par ailleurs, visé par différentes

enquêtes, Squarcini a fait l'objet de plusieurs perquisitions au cours desquelles les enquêteurs ont eu la surprise de découvrir « des rapports classés secret-défense (...), des notes sur des personnalités politiques de tout bord, des pièces de procédures judiciaires couvertes par le secret de l'instruction » et « la trace de nombreux échanges avec des policiers soumis au secret professionnel ». Certains documents confidentiels concernent notamment « l'intermédiaire libanais Ziad Takieddine et la Libye », mais aussi « une synthèse estampillée "secret-défense" » concernant « un haut fonctionnaire français. Dans quel but et comment l'ex-directeur de la DCRI a-t-il récupéré ces informations classifiées ne relevant pas de son service ? Afin de faire la lumière sur ces découvertes, le parquet de Paris a déclenché plusieurs enquêtes préliminaires, notamment pour "recel de violation du secret professionnel" et, surtout, "compromission du secret de la défense nationale". » Parions qu'avec autant de dossiers, même conservés aussi imprudemment, l'ancien espion de Sarkozy ne sera pas trop inquieté...

A qui profite le Franc CFA?

À l'occasion de la publication du livre collectif *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire*. "A qui profite le franc CFA ?" (éd. La Dispute) dont *Billet d'Afrique* rendra compte prochainement, et alors que se tenait le 30 septembre à Bercy une réunion des ministres de l'économie des pays de la zone franc, l'économiste Kako Nubukpo était interviewé dans *Le Monde Afrique* (30/09). Petit extraits : « Quel avantage a la France à faire perdurer ce système ? J'en vois deux. D'abord économique pour les grands groupes français qui peuvent opérer dans la zone sans risque de change et en rapatriant sans limites leurs bénéfices. Pour un groupe comme Bolloré, qui opère dans de nombreux ports africains, on peut imaginer que cela représente des sommes importantes. Ensuite politique. Il existe une logique de pré carré. Le franc CFA permet à Paris d'exercer une forme de "soft control" sur la manière dont ces pays se développent dans un contexte de concurrence exacerbée avec notamment l'arrivée de la Chine sur le continent. Cette dimension est prépondérante, car la réalité économique montre que les principaux partenaires commerciaux de la France ne sont pas dans la zone franc. Le Nigeria, l'Angola et l'Afrique du Sud arrivent en tête. -

Les dirigeants africains y trouvent aussi intérêt ? Bien sûr. Ce système entraîne aussi un siphonnage des ressources domestiques vers Paris et les autres capitales européennes. Puisque il n'y a pas de limites à la convertibilité, les élites locales ont tout loisir de placer leur argent sur un compte étranger ou d'acheter un appartement parisien. C'est le point central. Nous avons des élites rentières qui n'ont pas intérêt à faire évoluer ce système. »

Félicitations !

Michel Sapin a félicité le Premier ministre congolais Clément Mouamba à l'occasion de la visite de ce dernier en France, pour avoir su, à la tête du gouvernement, « s'imposer des restrictions » en période de vaches maigres pétrolières pour le pays. Traduction : c'est bien sûr les budgets publics qui sont restreints et non le train de vie et les détournements extravagants du clan Sassou Nguesso, pas plus que les profits d'EDF, de Total, de la banque Lazard ou de Bolloré dont Clément Mouamba a rencontré les représentants à Paris. Le journaliste de *Jeune Afrique* qui rapporte l'information (18/09) s'étonne que le dirigeant congolais ait aussi rencontré les frères Bogdanoff. Mais franchement, quand on voit le dénuement de la population et le délabrement des services publics au Congo, les étranges animateurs télé sont-ils plus sur une autre planète que ne l'est notre ministre de l'Économie ?

Mieux vaut tard ?

À cause de problèmes techniques à l'impression et bien indépendamment de notre volonté, le numéro de septembre de *Billets d'Afrique* a été expédié avec beaucoup de retard aux abonné.e.s de la version papier. Cela vient s'ajouter à d'autres retards liés, ces derniers mois, à certaines difficultés de bouclage. Nous faisons le maximum pour remédier à ses désagréments et espérons que nos lecteurs et lectrices ne se détourneront pas de ce journal, réalisé de façon intégralement bénévole, qui paraît 11 mois par an sans discontinuer depuis septembre 1993 !

La rédaction

Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Odile Biyidi Awala - Directeurs de la rédaction Mathieu Lopes, Thomas Noirrot - Comité de rédaction R. Granvaud, D. Mauger, O. Tobner, F. Tarrit, Y. Thomas, R. Doridant - Ont participé à ce numéro F. Graner, L. Dawidowicz, E. Gary, T. Bart Illustrations J. Beurk, photos sous licence CC de Joe Pyrek (couv.) Édité par Association Survie 47 avenue Pasteur - 93100 Montreuil - Tél. (+33)144610325 - Web <http://survie.org> et <https://twitter.com/billetsdafrique> - Commission paritaire n°0216G87632 - Dépôt légal octobre 2016 - ISSN 2115-6336 - Imprimé par Imprimerie 3 A, 7 rue Marie Pia - 91480 Quincy-s-Sénart

L'État socialiste poursuit sa surenchère belliciste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Ainsi François Hollande veut « *démanteler définitivement* » le bidonville de Calais où vivent tant bien que mal des milliers de personnes, sans préciser quel sort « définitif » il réserve à ses habitants. L'état d'urgence a encore servi à y interdire la manifestation du 1er octobre « en solidarité avec les exilé-e-s ».

Le consensus guerrier entre la droite, la gauche, les chefs militaires et les industriels est parfait. Défendue par le chef d'état major des armées, Pierre de Villiers, l'augmentation progressive du budget militaire à 2 % du PIB est aussitôt avalisée par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. Il s'agit là tant de suivre la loi de programmation militaire de 2013 qu'un engagement des membres de l'Otan en 2014. Il passerait de 35 M milliards d'euros aujourd'hui à 41 milliards en 2020. L'austérité ne concerne manifestement pas une armée qui de déploiements sur le sol français à la multiplication de guerres en Libye, en Centrafrique ou en Syrie accroît son emprise politique et son budget en normalisant les dépassements liés aux opérations extérieures.

Chaque bord politique s'en accommode très volontairement. « *Deux chercheurs américains Guy Whitten et Laron Williams ont récemment démontré qu'un gouvernement de gauche peut tirer des bénéfices d'une non-diminution des dépenses militaires, en transformant ou « déguisant » le maintien de telles dépenses militaires en politiques sociales liées à la création d'emploi. Au fond, il s'agit d'adopter*

une politique inspirée du keynésianisme militaire. Ce résultat est important car il renverse le postulat simpliste selon lequel un gouvernement de gauche privilégie nécessairement les dépenses sociales par rapport aux dépenses militaires. » (Martial Foucault blog *Secret Défense*, 14/05/2012). Les récentes célébrations nationales de la vente de Rafale à l'Inde en sont une brillante illustration. Les « commentateurs »

ont opportunément rappelé ce que ce « succès » doit à la démonstration de ces avions de combat lors des guerres au Mali ou en Libye. Hollande avait inauguré sa tournée commerciale le 15 janvier 2013 au Qatar, quatre jours après le déclenchement de Serval au Mali.

On appréciera, au regard de l'ensemble de la politique guerrière française, ce communiqué du ministère des Affaires étrangères au lendemain de la validation du passage en force d'Ali Bongo par la Cour constitutionnelle gabonaise :

« *La France demande également à ceux qui continuent de contester les résultats de récuser l'action violente et de poursuivre leurs revendications selon des voies qui ne remettent pas en cause la paix et le bien-être du pays.* » On cherchera, en vain, une adresse directe au régime gabonais dont la répression de ces dernières semaines a fait des dizaines de morts¹. Il y a violence et violence.

Mathieu Lopes

1. Au moins 27 d'après *Le Monde* le 30/09/2016, mais des militant-e-s gabonais évoquent des chiffres bien supérieurs

LA VIOLENCE DES AUTRES



Sommaire

2 LES BRÈVES DE LA FRANÇAUFRIQUE

3 ÉDITO La violence des autres

4 CENTRAFRIQUE Des tortionnaires français au banc des accusés

5 LIBYE D'une guerre à l'autre

8 TCHAD Entretien avec Céline Narmadji : « Au tchad, C'est l'armée française qui soutient Déby »

10 GABON Mobilisations « 2016 ne sera pas 2009 ! »

11 LES BRÈVES DE LA FRANÇAUFRIQUE

12 ARMES Fermeture d'usines et ouverture des stocks?

CENTRAFRIQUE

DES TORTIONNAIRES FRANÇAIS
AU BANC DES ACCUSÉS

Alors que l'opération militaire française Sangaris, une intervention extérieure déclenchée début décembre 2013 en République centrafricaine, est en pleine mutation, une procédure disciplinaire au sein de l'armée vient éclairer les agissements de certains de ses membres.

La nouvelle avait provoqué quelques remous avant l'été : le quotidien *Ouest-France* (04/06) révélait que des militaires français appartenant au 2ème régiment d'infanterie de marine étaient sous le coup d'une mesure disciplinaire pour avoir tabassé deux Centrafricains au PK12, un quartier au nord de Bangui (la capitale), au début de l'année 2014¹. Le passage de cinq militaires devant un conseil d'enquête militaire fin septembre a permis de lever, en partie, le voile sur la réalité des exactions commises. Pour une histoire d'engagement commercial non honoré (non livraison de baïonnettes gravées déjà payées), un com-

merçant a été sévèrement passé à tabac et menacé. Les informations rapportées par le journal *Le Parisien* (29/09) sont édifiantes : « "il y a eu des coups donnés, reconnaît un participant. Je peux dire que le marchand servait de punching-ball." Groggy, la victime est attachée à un arbre, mains dans le dos, un sac en plastique sur la tête. Il restera dans cette position plusieurs heures. Un officier finit par le libérer, non sans l'avoir menacé fusil à la main. "Si tu parles, ou si on te revoit dans les parages, c'est finex (sic) pour toi", a-t-il averti, selon un témoin ». Des actes bien loin des reportages laudateurs de la propagande officielle entourant l'intervention française en Centrafrique.

Paix franco-tchadienne

Le Parisien (29/09) rapporte les propos de 5 militaires français jugés pour violences en Centrafrique. Ceux-ci témoignent (et parfois en rajoutent visiblement pour excuser leur propre violence) sur les exactions auxquelles ils ont assisté au début de l'opération Sangaris, notamment de la part des contingents tchadiens censés participer au maintien de la paix : « "On est montés crescendo jusqu'au massacre de la population par les Casques bleus tchadiens (NDLR : ils n'étaient en réalité, à cet instant-là, pas encore mandatés par l'ONU). Il y avait au moins 30 corps. Là, on était pris à partie par les feux tchadiens", se souvient cet officier. Or dans ce conflit, le Tchad est un allié de la France. Face au bain de sang qui se déroule sous leurs yeux, les marsouins restent impassibles, faute de directives contraires. "J'étais obligé de poster les mecs en leur donnant l'ordre de ne jamais ouvrir le feu sur les Tchadiens. Nous n'avons jamais reçu de conduite à tenir du [poste de commandement] sur cette action des Tchadiens" ». Mais si c'est le prix à payer pour que Jean-Yves Le Drian puisse continuer à touter Idriss Déby...

Une pratique généralisée ?

Au delà de cette affaire, la question se pose concernant les « méthodes » employées par les soldats français, ici au cours de l'opération Sangaris. Un autre témoignage de militaire amène à penser que le recours à des sévices physiques contre des citoyens centrafricains serait monnaie courante. Il s'agit des confidences recueillies en 2015 par le magazine *Vice* auprès d'un soldat, lui aussi en poste au PK12. Son récit

« Pas le temps de négocier, vous savez pourquoi vous êtes là. »

d'une interpellation est glaçant : « ce jour-là, le mec refuse de se faire fouiller. Il porte des gris-gris comme ceux des Anti-Balaka [milices opposées au groupe armé ayant pris le pouvoir en mars 2013, les Séléka], qui sont animistes. Il a un sac. T'es quasi sûr qu'il transporte des munitions ou des grenades. Avec deux gars de l'équipe vous l'emenez à l'écart de la foule pour régler ça. Derrière la cabute. Vous êtes trois. Deux pour le tenir, le troisième monte la garde. Il a deux grenades dans son sac mais il dit : "je ne sais rien". Pas le temps de négocier, vous savez pourquoi vous êtes là. Les gars enchaînent direct. Mains dans le dos, baïonnette. Il se retrouve à plat ventre, la semelle de ta Ranger appuyée sur sa che-

Schizophrénie onusienne

L'ONU est une habituée des postures contradictoires. L'agence d'information IRIN (02/09), rattachée au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, vient d'en donner un brillant exemple grâce à un cas emblématique en Centrafrique. Ses journalistes ont découvert que les locaux à Bangui de la Minusca, la force de maintien de la paix onusienne présente dans le pays, appartiennent à... Badica, une entreprise diamantaire sanctionnée (gel de ses avoirs) par le Conseil de Sécurité de l'ONU pour son soutien aux groupes armés qui déchirent le pays. Badica, qui fait partie du groupe Abdoukarim, dirigé par l'homme d'affaire centrafricain Abdoukarim Dan Azoumi (basé à Anvers, en Belgique), servirait d'intermédiaire à ces groupes pour exporter illégalement de l'or et des diamants. L'ONU aurait versé plus d'un demi million de dollar de loyer à cette compagnie pour bénéficier de cette emprise dans la capitale. On croit rêver !

ville gauche, de tout ton poids, le genou du capo sur sa tempe. Tu croises son regard. Globules exorbités. Après ça ne dure jamais bien longtemps, quelques coups, le Famas [fusil d'assaut de l'armée française] dans la gueule. Ni plaisir, ni dégoût. Vous enchaînez les coups-menaces-questions. Jusqu'à ce qu'il vous dise sous quelle pierre ils cachent leurs trois Kalash. Une fois que vous êtes lancés, plus le choix. Faut avoir l'info, pour justifier le reste. Ne pas douter. Aller jusqu'au bout »². Jusqu'où d'autres soldats français sont-ils allés pour « justifier le reste »... ?

Yanis Thomas

1. Le parquet a ouvert par la suite une enquête préliminaire pour « violences volontaires en réunion », « menaces avec armes » et « non-assistance à victime » (RFI, 21/06/2016).

2. Lire sur : <http://www.vice.com/fr/read/souvenirs-veteran-franais-182>

LIBYE

D'UNE GUERRE À L'AUTRE

Du bilan de l'opération Harmattan en 2011 à la présence des forces spéciales et clandestines en Libye aujourd'hui, en passant par les soupçons de financement de la campagne électorale de Sarkozy en 2007, le dossier libyen s'invite à nouveau dans l'actualité française.



Est-ce que je regrette cette intervention ? La réponse est non. Qui d'ailleurs pourrait regretter la présence de M. Kadhafi à la tête de la Libye, un dictateur parmi les plus cruels que cette région ait connus ? », avait expliqué Sarkozy au *Monde* l'année dernière. S'il n'en reste qu'un à défendre l'opération militaire menée en 2011 en Libye, ce sera son principal artisan. Ce faisant, Nicolas Sarkozy confirmait au passage que l'objectif était bien d'éliminer le dictateur libyen, ce que des officiels américains et anglais moins pudibonds ont déjà reconnu à plusieurs reprises. Au début de l'année, Robert Gates, l'ancien secrétaire d'État à la Défense confiait par exemple au *New York Times* : « On a maintenu la fiction, mais je ne me rappelle pas un seul jour où nous n'ayons eu l'espoir que Kadhafi soit dans l'un des centres de commandement visés par nos frappes » (*Le Figaro*, 03/08). François Fillon, alors Premier ministre français, a également pris ses distances avec la « fiction », reconnaissant une « erreur d'analyse » (cf. *Billets* n°260, septembre 2016), et donnant même raison à Poutine quand celui-ci a accusé la France d'avoir orchestré l'assassinat de Kadhafi : « Bref, il m'a fait toute une dé-

monstration : les avions français qui bloquent la colonne de Kadhafi, les forces spéciales sur le terrain... Même si ce n'est pas nous qui avons appuyé sur la gâchette, l'honnêteté m'oblige à dire que ses arguments n'étaient pas tous fallacieux » (*Society*, mars 2015).

Financement libyen : de nouveaux indices

Si l'ex-Président défend son bilan, c'est peut-être aussi pour des raisons plus personnelles. *Mediapart*, qui enquête depuis plusieurs années sur le possible financement de la campagne de Sarkozy en 2007 par le régime de Kadhafi, vient en effet d'apporter de nouveaux éléments à l'appui de ce scénario. Selon ses révélations du 27 septembre, « le juge d'instruction parisien Serge Tournaire et les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption (OCLCIFE) ont obtenu la communication des notes manuscrites de Choukri Ghanem ». Ce dernier, qui était chef du gouvernement libyen de 2003 à 2006 et ministre du Pétrole de 2006 à 2011, détaille dans un carnet « une série de versements occultes pour au moins 6,5 millions d'euros » survenus en 2007, selon le journal en ligne, pendant la lune de miel des

relations Sarkozy-Kadhafi. Choukri Ghanem ne viendra pas témoigner : un matin d'avril 2012, il a été retrouvé flottant dans le Danube, le lendemain de la révélation par *Mediapart* du 1^{er} document « évoquant l'accord de principe des autorités pour financer, à hauteur de 50 millions d'euros, la campagne électorale du président de l'UMP ». La police autrichienne a prudemment conclu à une noyade après crise cardiaque, mais cette mort est jugée « hautement suspecte » par divers services de renseignement, si l'on en croit la messagerie privée d'Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, rendue publique aux États-Unis. Alors que Choukri Ghanem était « impliqué dans des transactions pétrolières troubles (...) beaucoup de gens pensent qu'il a été réduit au silence par des membres du régime [Kadhafi] ou des mafias étrangères », selon Christopher Stevens, ambassadeur américain en Libye. Selon le journaliste libyen Amer Albayati, qui était en contact avec lui, mais affirme ne pas avoir eu connaissance de ce carnet, « il a pu être tué pour différentes raisons, en rapport avec des contrats pétroliers qui se sont accompagnés de malversations, ou encore en lien avec des pots-de-vin qui ont alimenté des politiciens en France, en Italie et en Angleterre » (*Mediapart*, 30/09).

« Monsieur Alexandre » à l'Élysée ?

Alexandre Djouhri, « l'homme d'affaires, à la réputation sulfureuse et la fortune mystérieuse », comme le présentent les journalistes de l'*Obs* (29/09), et qui est déjà l'intime de tant de personnalités de droite (Villepin, Sarkozy) et de grands patrons, a-t-il été adoué par l'Élysée ? Il semble au moins « avoir des passerelles ou des informateurs au sein du pouvoir actuel » estime *Mediapart* (29/09). Les deux journaux se fondent sur des écoutes judiciaires réalisées dans le cadre d'une enquête sur le rival de Djouhri, Ziad Takieddine. Dans une discussion avec Bernard Squarcini (l'ancien patron du renseignement intérieur de Nicolas Sarkozy), Djouhri revient sur l'exfiltration de Bachir Saleh, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi recherché par Interpol, dont le nom venait d'apparaître sur la note révélée par *Mediapart* concernant le financement de la campagne électorale de Sarkozy par Kadhafi ; exfiltration que les deux amis avaient co-organisée... « D'après Djouhri, des émissaires du gouvernement français ont ainsi été envoyés à Saleh pour le pousser à révéler ses secrets en échange de l'abandon des poursuites judiciaires contre lui : "Ces enc.... [sic] du quai d'Orsay ont envoyé des mecs, et Valls est dans le coup. Pour dire à Bachir qu'ils peuvent enlever le mandat de l'Interpol s'il dit qu'il y a eu évidemment un financement." » Mais le même se flatte d'avoir obtenu un rendez-vous à l'Élysée (qui dément) et rapporte une conversation qui se serait tenue à son sujet : « Il [Hollande] a dit à table que j'étais un mec classe. Il a dit : "Il parle pas, il est fiable." Il y avait Valls, il y avait Fabius. Et euh, il a dit que ce j'avais fait pour Bachir, je l'ai fait pour le pays. Même si politiquement il était contre, mais, lui, il a vraiment apprécié. »

La perfide Albion

Le 14 septembre dernier, les parlementaires anglais ont quant à eux publié un rapport très critique : « une intervention destinée à protéger les civils s'est transformée en une politique visant à un changement de régime en Libye avec des moyens militaires », expliquent-ils pour ceux qui ne s'en étaient pas encore rendu compte. Le rapport met en cause l'action du Premier ministre britannique, David Cameron, mais également celui du président français d'alors. Interrogé par la *BBC*, Crispin Blunt, président (conservateur) de la commission des affaires étrangères des Communes, résumait : « Nous avons été entraînés à intervenir par l'enthousiasme des Français » alors que « d'après les indices que nous avons rassemblés, la menace envers les civils de Benghazi a été largement exagérée ». Mais surtout, le rapport fait état de



l'analyse que Sidney Blumenthal, le conseiller d'Hillary Clinton, a envoyé à la secrétaire d'État sur la base d'échanges qu'il a eus avec des officiers de renseignement français. Pour Blumenthal, les objectifs de Sarkozy en Libye sont de cinq ordres : « *Le souhait d'obtenir une plus grande part de la production de pétrole libyenne* » ; celui d'« *accroître l'influence française en Afrique du Nord* » ; de « *permettre aux armées françaises de réaffirmer leur position dans le monde* » ; de « *répondre aux (...) projets de Kadhafi de supplanter la France en Afrique francophone* » et, enfin, la volonté d'« *améliorer sa situation politique en France* ». « *Quatre de ces cinq facteurs correspondaient à l'intérêt de la France. Le cinquième représentait l'intérêt politique personnel du président Sarkozy* », conclut le rapport britannique.

Le jeu des sept erreurs

Il n'est pas inintéressant de comparer

cette analyse avec le travail des parlementaires français, censés exercer eux-aussi un regard critique (à défaut d'un contrôle) sur les actions de l'exécutif en matière militaire. Ainsi par exemple, le dernier et volumineux rapport (n°794) de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, consacré au « bilan des opérations extérieures » depuis 2008, co-signé par des sénateurs socialistes et Républicains, estime à l'inverse que le « *premier objectif* » était bien « *d'empêcher les troupes de Kadhafi de massacrer les populations en rébellion de la ville de Benghazi* ». « *Légalité internationale respectée : résolution du CSNU [Conseil de Sécurité des Nations Unis]* », notent également sans rire et de manière lapidaire les rapporteurs, oubliant de s'attarder sur le mandat largement outrepassé de cette résolution, ce que même François Fillon a reconnu : « *nous sommes allés bien au-delà* » (*LeMonde.fr*, 21/07). Et ce n'est quand même pas de notre faute si

« *une fois l'opération déclenchée, l'adversaire n'a pas manifesté la volonté de négocier* »...

Ce qui est par ailleurs inexact : rappelons que les forces de l'OTAN n'avaient tenu aucun compte d'une mission diplomatique menée par l'Union africaine et acceptée par Kadhafi, ce qui relativise sérieusement le refrain diplomatique français selon lequel notre pays ne chercherait qu'à promouvoir un règlement des crises africaines par les Africains eux-mêmes... Est-ce à dire que les parlementaires français vivent dans le meilleur des mondes (militaires) possibles ? Quand même pas, et puisqu'il faut bien émettre quelques critiques, ils reconnaissent quelques « *dommages collatéraux* » (sic) de l'intervention : « *dissémination des stocks d'armes dans le Sabel et au-delà, au profit de groupes terroristes armés, désordres politiques internes et implantation de groupes terroristes opérant sur ou à partir du territoire libyen...* » Mais on ne va pas chiper sur deux ou trois brouilles. D'ailleurs, celles-ci ne résultent pas tant de l'intervention occidentale que de « *l'absence de projection au sol* » et « *de la grande réticence des dirigeants et de l'opinion publique libyenne d'accepter une opération de stabilisation post-*

crise qui aurait été vécue comme une ingérence inacceptable ». Après plusieurs mois de bombardements, on se demande bien pourquoi...

Double jeu français

Les nouvelles autorités françaises n'ont pourtant pas renoncé à soigner les maux libyens par davantage d'ingérence. Pendant plusieurs mois, le ministère de la Défense a travaillé l'opinion publique internationale et les alliés occidentaux (USA, Grande-Bretagne et Italie) en vue d'une nouvelle intervention militaire dans le pays, pour lutter contre l'Organisation Etat Islamique (OEI). (cf. *Billets* n° 242, janvier 2015, et 253, janvier 2016). Devant l'hostilité des Libyens, toutes tendances confondues, à ce scénario, elles semblent s'être fait une raison, d'autant que les combattants de l'organisation terroriste paraissent en voie d'être défaits à Syrte sans autre participations étrangères que la

présence de conseillers des forces spéciales de divers pays et des bombardements américains. Au passage, selon l'ancien diplomate Patrick Hamzadeh, on apprend que « les chiffres — répétés en boucle à partir des évaluations des seuls services de renseignement occidentaux — de 6 000 combattants de l'OEI à Syrte occupant un territoire de 200 km se sont une fois de plus révélés faux, les chiffres réels n'ayant probablement jamais dépassé les 1 500 combattants » (*Orient XXI*, 19/09). Fidèle au principe selon lequel on ne met pas tous ses œufs dans le même panier, la France (mais sans doute aussi les États-Unis et la Grande-Bretagne) appuie à la fois le gouvernement d'union nationale basé à Tripoli, de Faïez Sarraj, qu'elle a contribué à imposer via l'ONU, mais également les forces du général Haftar, lié au parlement de Tobrouk, qui lui conteste sa légitimité. Une attitude qui suscite la perplexité des observateurs et de certains pays. « Tout cela est très obscur », juge la chercheuse Virginie Collombier qui rappelle : « L'Italie s'est d'ailleurs plainte récemment en se demandant ouvertement : "Que font les Français ? Nous sommes tous censés soutenir le gouvernement d'Union nationale, et eux se battent aux côtés d'Haftar" » (*Médiapart*, 09/09). Faïez Sarraj lui-même avait dénoncé l'« ingérence inacceptable » que constituait « la présence mili-

taire [française] dans l'est » du pays. Forcé de reconnaître cette présence de membres des forces clandestines de la DGSE après la mort de trois d'entre eux dans un hélicoptère des troupes d'Haftar (cf. *Billets* n°260, septembre 2016), le ministre de la Défense français a, le 26 juillet dernier, justifié cette présence devant les parlementaires par les impératifs de la lutte contre l'organisation Etat Islamique à Derna et à Benghazi et indiqué que l'action militaire de la France en Libye consistait uniquement à « recueillir le maximum de renseignements, par différents moyens ».

Haftar rebat les cartes

Sauf que le gros des troupes de l'OEI sont à Syrte et ne sont pas combattues par Haftar, mais par des milices de la ville de Misrata. « Contrairement aux Américains et aux Britanniques, les forces spéciales françaises, qu'elles relèvent des armées ou de la DGSE » ne semblent pas non plus « être engagées dans le secteur de Syrte. C'est-à-dire contre Daech », note aussi le journaliste spécialisé J.-D. Merchet (*L'Opinion*, 20/07). En revanche, le général et aspirant dictateur vient de faire main-basse sur les installations pétrolières du pays. « Au plan militaire », estime Patrick Hamzadeh dans *Orient XXI*, « les soutiens directs de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de la France (...) lui ont

probablement été d'une grande utilité pour lancer son offensive du 11 septembre contre les terminaux pétroliers ». Les États-Unis et les Européens (France, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni) ont, après le représentant de l'ONU Martin Kobler, condamné ce coup de force dans un communiqué commun. Mais la France a parallèlement, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, appelé le gouvernement de Sarraj à se montrer plus « inclusif » vis-à-vis de son rival. Pas sûr que ce dernier se montre moins intransigeant, même si le gouvernement d'union fait un geste d'ouverture : le 21 septembre, une première cargaison de pétrole a été autorisée à quitter le pays. « En principe, celle-ci s'est faite sous les auspices de la NOC [compagnie nationale pétrolière libyenne] de Tripoli que la communauté internationale tient pour relevant de la tutelle du gouvernement d'"union nationale" de Sarraj », note le correspondant du Monde Afrique à Tunis (26/09), « Mais le terrain est occupé par Haftar, ce qui nourrit bien des incertitudes ». Le 27 septembre, Faïez Sarraj a été reçu à l'Élysée qui a tenu à lui renouveler le « soutien très important » de la France. Comme la corde soutient le pendu ?

Raphaël Granvaud



Le premier ministre du gouvernement d'Union nationale, Faïez Sarraj avec le général Waldhauser, lors d'une visite au centre de commandement d'AFRICOM à Stuttgart en juillet 2016. Photo CC USAfricom.

CÉLINE NARMADJI

« AU TCHAD, C'EST L'ARMÉE FRANÇAISE QUI SOUTIENT DÉBY »

Représentante d'une association de femmes et porte parole de la plate-forme de la société civile « Trop c'est trop », Céline Narmadji était de passage à Paris, invitée par Amnesty International. L'occasion de faire avec elle un état des lieux de la situation au Tchad.



Céline Narmadji.

Photo © Amnesty International

« Il y a une injustice criante ! Manger, avoir de l'eau, de l'électricité, des soins, c'est un luxe, alors que c'est le minimum ! » dénonce Céline Narmadji. En 2014, alors que la situation économique est délétère, une pénurie de carburants importante dans ce pays producteur de pétrole déclenche la colère de la population. C'est le point de départ de mobilisations d'ampleur de la société civile, qui reprend force, malgré les intimidations et pressions : « La cherté de la vie, les biens du pays distribués à une minorité...on ne peut pas accepter, on s'est lancés, mais ce n'est pas facile car on s'est mis à dos le clan et ses courtisans. Mais on a persisté dans cette logique. Aujourd'hui, l'opinion nationale nous donne raison, car à partir du pétrole nous sommes allés vers la société ». Une coalition d'associations de la société civile, « Trop c'est trop », voit alors le jour pour rassembler les forces. Depuis des actions sont régulièrement menées mais sévèrement réprimées : tirs contre les manifestants, intimidations, arrestations de défenseurs des droits humains, de leaders de la société civile et de journalistes.

Élections et répressions

Début 2016, l'approche de l'élection présidentielle donne des espoirs à la société civile. En février, les mobilisations prennent

un tournant à la suite du scandale du viol d'une lycéenne, Zouhoua, commis par des enfants de dignitaires du régime. Le choc et l'injustice cristallisent l'indignation de la population face à l'impunité. Des manifestations importantes ont lieu, un jeune étudiant est tué par les forces de l'ordre. A quelques semaines des élections, le régime est acculé par la voix du peuple. Fin mars, peu avant le scrutin, les leaders de la société civile, Mahamat Nour Ibedou (collectif « Ça suffit »), Younous Mahadjir (représentant de l'Union des syndicats du Tchad), Nadjo Kaina Palmer (représentant du mouvement Iyina) et Céline Narmadji, sont arrêtés à la suite d'un appel à manifester, un droit inscrit dans la Constitution : « On est allé en prison car le droit constitutionnel s'est transformé en délit. Le ministre prend un arrêté pour abroger une loi constitutionnelle, cela n'a aucun sens, on ne voit cela nulle part dans le monde ». Loin d'étouffer le mouvement, ces arrestations remobilisent la population qui se rassemble en soutien devant le tribunal le jour du jugement. Dans un pays où le droit à manifester est sans cesse bafoué, ces rassemblements pour défendre ce droit marquent un tournant. Les militants écotent d'une peine avec sursis mais la menace reste permanente : « parce que pour eux, après la prison, il ne faut plus parler mais ce n'est pas possible de se taire dans cette dictature, au vu et au su de tout le monde. Le régime Déby est un régime répressif, toute voix discordante est réprimée de façon disproportionnée, sans réserve ». Céline Narmadji dénonce : « Tous les pouvoirs sont résumés en un seul pouvoir exécutif ».

Hold-up électoral

Mais les revendications de la société civile n'empêchent pas le hold up électoral. Le vote se déroule sous pression : villes principales quadrillées par l'armée, internet coupé. Des dizaines de militaires ayant refusé de voter pour Déby ont disparu. Des corps ont été retrouvés sans vie sur les bords du fleuve Chari à Ndjamen. Beaucoup sont toujours portés disparus. Malgré ces condi-

tions, la population se mobilise pour suivre les étapes du vote. Alors que l'opposition estime à 10,10 % le score d'Idriss Déby et considère que le candidat est arrivé 4ème à l'élection, la CENI confirme sa réélection début mai. Céline Narmadji questionne la pertinence de la présence d'observateurs : « qu'on arrête avec les élections, et qu'on avance ! Que l'on laisse l'argent des contribuables européens et français dépensé pour faire du folklore autour des élections ! On n'en a pas besoin, on sait qu'on est dans une dictature. La population se prendra en charge pour prouver le contraire ! » Dans ce contexte, la société civile a une force de mobilisation auprès de la population qui ne croit plus aux partis politiques. La plupart d'entre eux ont des relations avec le pouvoir et certains sont prêts au dialogue post électoral. Céline Narmadji tranche : « Ils ont toujours servi avec Déby. Nous ne voulons pas entrer dans un gouvernement. La lutte citoyenne, c'est la population qui la valide. Eux par contre cherchent le dialogue, mais, pour nous, tous ceux qui participeront au dialogue seront comme des traîtres, cela valide le hold up. On ne peut dialoguer avec quelqu'un qui a volé les élections. »

Armée et engagement militaires

Depuis 2013 au Mali, et aujourd'hui dans la région du lac Tchad, l'armée tchadienne est présente sur différents fronts dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Céline Narmadji porte un regard critique sur ces engagements : « Les conséquences des interventions militaires sont désastreuses en interne. Déby est en train de s'exhiber à l'international, avec une armée clanique qui sert de chair à canon dans le monde, au moment où sur son propre territoire, dans la région du lac, Boko Haram attaque chaque jour des citoyens ». Ces engagements militaires ont largement contribué à redorer l'image du régime tchadien à l'international : « une aubaine pour un régime de tortionnaires ». Mais la militante des droits humains en pointe l'incohérence : « Il

lutte contre Boko Haram, mais lui-même est notre Boko Haram, le Boko Haram des Tchadiens. » Sur place, l'armée terrorise : « La population subit le racket des militaires, poussés à la violence par le régime ». Céline Narmadji martèle : « La force d'un pays est sa population, pas ses mercenaires envoyés à travers le monde ».

Soutien de la France

Alors que la population tchadienne vit dans la terreur, Ndjameña accueille le quartier général de Barkhane, opération de « lutte contre le terrorisme » dans la bande sahélo-sahélienne. Céline Narmadji critique les relations militaires entre la France et le Tchad : « L'armée française et le Tchad ont une relation déplorable. Au moment où les Tchadiens disent non et poussent Déby jusqu'au bout pour qu'il parte, c'est la France, l'armée française qui le soutient. En 2006 et 2008, alors que les gens commençaient à comprendre le jeu du régime, et voulaient se débarrasser de Idriss Déby, c'est l'armée française qui l'a protégé. Donc on ne sait pas quel est le rôle de Barkhane à Ndjameña, est-ce préserver l'intérêt de tous, défendre et protéger les droits humains ? » Depuis l'intervention du Tchad au Mali, aux côtés de la France, les visites officielles se sont multipliées. La présence du ministre de la Défense français à l'investiture d'Idriss Déby début août cautionne ces élections controversées : « Malgré la disparition de militaires ! Quand on dit que Déby est un ami parce qu'il est militaire, c'est un faux débat. Si la France veut redorer son image, il faut s'écarter de cette dictature. Il a la carte blanche de la France pour tuer. » De même, l'appui de la France pour l'entrée du Tchad au Conseil de sécurité de l'ONU, où il a siégé en tant que membre non permanent de 2013 à 2015, est décrit par Céline Narmadji comme « une insulte pour la population, parce que on ne peut parrainer jusqu'à ce niveau quelqu'un qui n'a aucune notion de démocratie, de justice sociale, qui vit dans l'intimité la plus totale de la barbarie ». Elle déplore l'effet négatif de la politique française sur l'avenir des relations entre les peuples : « Ma peur est qu'un jour la jeunesse s'attaque aux jeunes Français, qui vont paraître complices de ce que fait la France. Il ne faut pas que les décisions politiques puissent impacter sur la vie des jeunes. La jeunesse est dépassée. »

Perspectives de la société civile

A la suite de « Trop c'est trop », différentes plate-formes se sont créées. « Une force », selon Céline Narmadji, car ces plate-

formes travaillent toutes dans le même sens et permettent de fédérer plus largement : « C'est une force tranquille. C'est ce qui fait peur à Déby. Il a tenté d'utiliser les oppositions Nord-Sud, musulmans-chrétiens. Mais dans ces plate-formes, ces distinctions n'existent pas, c'est la vision qui compte, le changement de nos pratiques. » Pour avancer, les organisations de la société civile manquent aujourd'hui de moyens, mais ceux-ci sont difficiles à trouver : « Maintenant les organisations qui sont vraiment dynamiques dans la lutte citoyenne sont fichées. Par exemple mon organisation ne peut plus avoir de soutien de partenaires du Tchad pour mener des activités de conscientisation et d'éducation de la population. On travaille à la base pour expliquer à la population pourquoi on est dans la rue. Le gouvernement a donné des instructions à ses partenaires, de ne pas nous soutenir, y compris l'Union Européenne, alors qu'elle devrait être consciente de ce qui se passe. D'autant plus que nous sommes des associations, pas des partis politiques. La présence de l'UE et de l'ambassade de France sont de la poudre aux yeux, ils soutiennent Déby. »

Des ONG proches du pouvoir court-circuitent ces possibilités de soutien et interviennent auprès des instances internationales, où, sous couvert de défendre les droits humains, elles cautionnent le régime. Malgré ces difficultés, les organisations de la société civile poursuivent la lutte. Ces dernières semaines, les mobilisations reprennent dans un contexte de crise financière aiguë : grève des étudiants, grève des enseignants... Si les dates des législatives à venir en 2017 ne sont pas encore fixées, ce scrutin local risque d'être sous haute tension. La fraude opérée au niveau national ne pourra pas se faire de la même manière sur des petits échelons. Cette dimension locale est une force pour la société civile. Céline Narmadji annonce : « ce mandat ne sera pas un mandat apaisé. »

Elea Gary



Metz à haut Déby!

L'Office tchadien du tourisme est devenu le nouveau sponsor officiel du Football Club de Metz avec comme slogan publicitaire « Tchad, oasis du Sahel ». Certes le PSG a le Qatar mais on se demande comment ce club de Ligue 1 peut accepter d'être sponsorisé par l'office du tourisme d'une des pires dictatures africaines ! Ça coûte une fortune au pays (entre 2 et 12 millions d'euros selon les chiffres qui circulent) alors que le pays a un manque crucial d'infrastructures... y compris sur le plan sportif, d'ailleurs. L'objectif serait de développer le tourisme ! Commentaire d'Emmanuel Tregcoat, sélectionneur du Tchad de février 2014 à septembre 2015 : « Il faudra en reparler dans quelques mois si Metz touche toujours son argent. J'imagine en effet assez mal le Tchad, qui n'a pas été capable de financer jusqu'au bout la campagne qualificative pour la Coupe d'Afrique des Nations 2017 de sa sélection nationale [l'équipe a déclaré forfait après trois matches], verser plusieurs millions d'euros à une équipe française pour promouvoir le tourisme. Ce partenariat est assez bizarre. Il y a des zones d'ombre évidentes » (*Le Monde Afrique*, 08/09). Mauvaise langue ! Comme si c'était le genre de Déby...

GABON

«2016 NE SERA PAS 2009 !»

Alors que la diplomatie française vient de reconnaître Ali Bongo, les Gabonais multiplient les initiatives pour empêcher le scénario de 2009 de se reproduire.

Au Gabon, la Cour constitutionnelle a, hélas sans surprise au regard de sa composition, validé le putsch électoral d'Ali Bongo Ondimba, à l'issue du scrutin présidentiel organisé fin août. Histoire d'enfoncer le clou (ou le poignard...), l'instance présidée par la belle-mère d'Ali a, en même temps qu'elle invalidait les recours déposés par l'opposition au sujet de résultats complètement fantasmés de bureaux de vote du fief des Bongo, donné raison au dictateur-candidat qui avait également déposé des recours contre son challenger Jean Ping, derrière lequel l'opposition s'était rassemblée (cf. *Billets* n°260, septembre 2016). Le trucage des chiffres n'en est que plus grossier, mais cela permet d'annoncer une victoire un peu plus confortable que ce que les premiers bidouillages avaient donné. Ali Bongo a donc pu organiser rapidement son investiture, le 27 septembre. La diplomatie française, qui avait un temps appelé à un recomptage des voix, a aussitôt pris acte : l'ambassadeur de France était bien présent à cette investiture. Interrogé sur Europe 1 (29/09) au sujet de la position française vis à vis d'Ali Bongo, le ministre Jean-Marc Ayrault a commenté sans rire : « *Il y a la Cour constitutionnelle gabonaise qui s'est prononcée. Il y a eu des recours, c'est ce que nous avons recommandé. Il reste toujours un doute ; maintenant il faut une solution politique de réconciliation, et c'est ce que la France*

redit et répètera encore ». Et de répondre au journaliste qui lui demandait si Ali Bongo était un « *interlocuteur légitime aujourd'hui* » : « *Il est investi. Il est installé. La France était représentée par son ambassadeur. Vous avez vu qu'il y a une certaine retenue après cette élection et en même temps, ce que nous voulons, ce n'est pas la déstabilisation du Gabon. Et pour ça il y a besoin que l'Union africaine, qui a commencé à le faire, joue son rôle pour encourager Bongo à chercher une politique de rassemblement parce que je pense que c'est l'intérêt du Gabon mais c'est aussi l'intérêt de toute l'Afrique* ». Et de la France, on l'aura deviné. Ayrault ressort donc les vieilles recettes : le dogme de la stabilité (avec 49 ans cumulés au pouvoir, la famille Bongo est bonne élève...), et la main tendue vers l'opposition (qui a cette fois-ci refusé, au soulagement de la population gabonaise qui craignait une nouvelle trahison).

On vous a compris

Rapportant les propos d'une « *source au ministère des Affaires étrangères* », RFI écrivait la veille de cette déclaration : « *Paris répète son rejet de toute violence et affiche cette certitude : " Notre position est assez largement comprise par les Gabonais"* » (28/09). Tellement bien comprise, que les Gabonais interpellent les représentants politiques français, du Parti socialiste comme de

l'opposition, dès qu'ils en trouvent l'occasion. Au-delà des manifestations qui se succèdent à Paris, où fleurissent les slogans tels que « *François Hollande, le tribunal de l'histoire t'attend au Gabon* », certains coups d'éclat font le buzz sur les réseaux sociaux et alimentent ainsi le mouvement de contestation.

Nicolas Sarkozy, qui était au pouvoir en 2009 lorsqu'Ali Bongo a réalisé son premier coup d'État électoral avec le soutien actif de la France, a ainsi vu les images d'un de ses meetings faire le tour des téléphones portables du Gabon : alors que des jeunes Gabonais criaient depuis la salle « *Sarko, viens chercher Ali !* », le candidat en quête des voix frontistes a évité de répondre, en leur lançant avec dédain « *Ici c'est la France, c'est pas le Gabon. Si vous voulez parler du Gabon, retournez-y !* ». La politique africaine n'est jamais un sujet électoralement porteur, à droite comme à gauche... Une semaine après, c'était au tour d'un meeting du Parti socialiste : le 26 septembre, la ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem, en service commandé pour défendre le bilan de son champion François Hollande, s'est faite interrompre aux cris de « *Libérez le Gabon* » et « *Ali assassin* ». La vidéo, rapidement postée sur Facebook, a été vue plus de 10 000 fois.

Maintenir la pression

Ces petits coups d'éclat ne servent pas uniquement à rappeler à nos politiques leurs responsabilités – ce qui n'est déjà pas rien. Avec la force démultiplicatrice des réseaux sociaux, ils alimentent la contestation au Gabon, en soutenant les militants qui risquent leur vie : aucun bilan précis et fiable n'est disponible, mais l'opposition recense plusieurs dizaines de morts et de disparus. A la comptabilisation des victimes de la répression sanglante des manifestations s'ajoutent désormais les témoignages d'exécutions arbitraires par des policiers cagoulés. Comme au Congo Brazzaville ou au Tchad lors des derniers coups de force électoraux, le pouvoir tente de contenir la vague de contestation en coupant régulièrement internet. Cette fois, Ali Bongo prétexte sans rire que les Gabonais ont trop de téléphones portables et que c'est l'effet de saturation qui entraîne ces coupures.

COOPÉRATION MILITAIRE
DANS L'ANGLE MORT

Encore une fois, les médias français ont réussi le tour de force de parler de forces de l'ordre françaises sans évoquer leurs liens organiques avec l'armée française. Comme si les coopérants militaires français étaient occupés à trier le courrier pendant que la répression s'organisait. La presse africaine est plus bavarde sur le sujet : *afriqueeducation.com* (28/09) affirme en particulier que « *un militaire français aurait participé au bombardement du QG de Jean Ping* », le 31 août. L'article en ligne accuse : « *Chef du Bureau des opérations à la Garde républicaine (présidentielle), le commandant, Stéphane Chiron, (c'est son nom) aurait fait ce sale job aux côtés du colonel Tsiba, qui, lui, est de na-*

tionalité gabonaise ». Un autre nom de français ayant des responsabilités dans la Garde républicaine circule, le « *colonel Gros Jean* », sans qu'on sache s'il s'agit d'un coopérant ou d'un ancien militaire qui a trouvé une occupation barbouzarde pour sa retraite... Surtout, le *JDD* (2/10) a révélé que les membres de la délégation d'observation électorale envoyée par l'Union européenne avaient été placés sur écoute pendant leur séjour : connaissant le chaperonnage historique des services de renseignement gabonais par leurs collègues français, est-il envisageable que ces derniers l'aient ignoré ? Et s'ils en étaient informés, ont-ils alerté l'Union européenne ou couvert ces écoutes ?



Groupe de femmes lors de la manifestation du 10/09/2016 à Paris contre le "coup d'état électoral" au Gabon. Photo Régis Mazin

L'opposition tient bon : la « journée de deuil » du 6 octobre, pour laquelle la population privée du droit de manifester était invitée à exprimer son rejet du régime en refusant d'aller travailler, a été bien suivie. Deux jours après, l'appel au boycott visait le match des « Panthères », l'équipe nationale de foot, car les joueurs n'ont pas pris position contre la répression.

Quelques slogans sont déjà devenus des incontournables de ce mouvement de rejet, au pays comme chez les Gabonais expatriés. Alors qu'Omar Bongo, père d'Ali et indétrônable dictateur du pays pendant 42 ans, aimait à railler les contestations en disant que « *les chiens aboient et la caravane passe* », les militants utilisent le nom de l'équipe de foot et préviennent : « *les chiens sont devenus des panthères* », pour signifier qu'elles entendent bien dévorer le régime d'Ali Bongo Ondimba. Ce dernier, ABO, est désormais raillé en l'appelant Bongo Ondimba Ali, alias BOA : au Gabon, ce mot ne sert pas uniquement à désigner un serpent dangereux, mais aussi un idiot. En clamant aussi que « *2009 ne sera pas 2016* », les Gabonais annoncent qu'ils ne se laisseront pas faire – un message que la diplomatie et l'armée françaises refusent d'entendre, au prétexte que la stabilité est bonne pour les affaires françaises.

Thomas Noirot

Turquoise sans masque

Un procès en diffamation intenté par des médecins militaires français (que des rescapés du génocide des Tutsis accusent d'avoir pratiqué des amputations abusives), vient utilement d'apporter la confirmation d'une autre accusation, plus générale, concernant l'opération Turquoise au Rwanda en 1994. En effet, dans les documents écrits qu'ils ont fournis, et à nouveau à l'audience, les médecins ont affirmé qu'ils ont fait de leur mieux le 30 juin 1994 face à l'afflux d'une centaine de blessés rescapés de Bisesero. Ils ont révélé qu'ils avaient été envoyés avec pour seule mission d'opérer en urgence d'éventuels soldats français blessés au combat, qu'ils n'avaient pas prévu de soigner de civils ni plusieurs dizaines de personnes, et n'avaient pas apporté de nourriture autre que des rations de combat. On ne voit donc à aucun moment d'indice que la hiérarchie de Turquoise ait préparé la prise en charge de victimes d'un génocide, alors qu'à cette date l'existence et la nature du génocide des Tutsis étaient connus du public et des responsables politiques et militaires français. Bien que le Premier ministre Edouard Balladur et les Nations unies aient officiellement autorisé une opération uniquement à but humani-

taire, les témoignages des officiers médecins eux-mêmes révèlent ainsi au grand jour que Turquoise, jusqu'au 30 juin 1994, a été conçue comme une opération militaire.

Justice à petits pas

En mars 2014, le premier procès d'un Rwandais accusé de génocide, Pascal Simbikangwa dit Safari, avait lieu à Paris et se concluait par la condamnation de ce dernier à 25 ans de réclusion criminelle pour « *crime de génocide et complicité de crime contre l'humanité, pratique massive et systématique d'exécutions sommaires pour des motifs idéologiques et en exécution d'un plan concerté contre un groupe de population civile* ». Un tribunal français affirmait ainsi pour la première fois que le génocide des Tutsi n'est pas contestable-on peut noter que le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) avait retenu cette qualification dès 1998. Nous nous étions réjouis de cette brèche dans l'impunité en France des crimes commis lors de ce génocide, tout en regrettant les lenteurs de la justice, particulièrement alors que des responsabilités françaises pourraient être en cause. Le procès en appel de Pascal Simbikangwa aura lieu à partir du 25 octobre, durant 6 semaines, devant la cour d'assises de Bobigny, près la cour d'appel de Paris.

ARMES

FERMETURE D'USINES ET
OUVERTURE DES STOCKS ?

Tout se périmé, même les armes. Après des décennies de bons et loyaux services, l'armée française a décidé de se séparer du FAMAS, le « Fusil d'Assaut de la Manufacture d'Armes de Saint-Étienne » dont sont dotées traditionnellement ses troupes. C'est le HK 416 de l'entreprise allemande Heckler & Koch qui a été choisi pour le remplacer, suscitant une polémique souverainiste, certains demandant à ce que les soldats français puissent continuer à tuer avec des armes françaises. En réalité, l'enjeu est ailleurs. Car ce renouvellement d'armement n'est pas un cas isolé. Ainsi, le magazine *RAIDS* (septembre 2016) relate comment, en sus du fusil d'assaut, l'armée de terre va aussi changer ses pistolets semi-automatiques tout comme le fusil de ses tireurs de précision. Seront de la même façon remplacés les lance-roquettes AT4CS, Eryx, Milan et Javelin. Ce



Soldats camerounais à l'entraînement équipés de FAMAS, mars 2014, photo domaine public US Army

grand renouvellement touche aussi les véhicules blindés médians, les VAB (véhicules blindés), Sagaies et autres AMX 10 RC étant prochainement remplacés par le Griffon et le Jaguar. Or une question se pose : que va-t-on faire de tous ces matériels militaires retirés du service ?

Soldes mortifères

Deux hypothèses peuvent être avancées. La première est d'aller voir ce qu'en ont fait les autres dans une situation analogue. Aux États-Unis, ce sont les forces de police qui profitent de ces surplus pour s'équiper en matériels de guerre. Notre gouvernement pourrait choisir de suivre cette voie renforçant d'autant la militarisation croissante des forces de l'ordre, notamment dans les quartiers populaires.

La seconde hypothèse, qui n'est pas exclusive de la première, consisterait à écouler ces engins de mort sur le marché de l'armement d'occasion. C'est une piste mise en exergue dès 2011 dans un rapport d'information de la commission de la Défense et des forces armées de l'Assemblée nationale. L'intérêt d'une telle démarche est ainsi défini par son rapporteur Michel Grall : « *pour la France, il s'agit certes de céder des matériels dont la possession n'est plus justifiée, mais aussi, le plus souvent, d'accompagner un pays ami, dans une démarche éminemment*

politique. Ainsi, si le prix des cessions peut être souvent faible, elles sont généralement d'un intérêt politique supérieur. Par exemple, chacun comprendrait aujourd'hui l'utilité de céder à nos alliés du Sabel du matériel permettant à leurs forces armées et de sécurité de renforcer la surveillance de leurs territoires. Aux économies permises par la cession de matériels devenus inutiles, il faut donc ajouter l'atout politique et stratégique que peut revêtir chaque cession »¹.

Quand on sait que « nos alliés du Sahel » incluent le pouvoir dictatorial d'un Idriss Déby au Tchad, on voit tout de suite comment des cessions à nos vassaux francophones pourront contribuer à renforcer des régimes qui bafouent allégrement les droits humains. De plus, il y a fort à parier que les matériels déployés dans le cadre de l'opération Barkhane (allant de la Mauritanie au Tchad) ne revoient jamais le territoire national. Il serait bien moins dispendieux de les laisser sur place, quitte à les céder à titre gracieux au pays d'intervention, que de les réexpédier en France. Le « made in France » risque de ne pas être perdu pour tout le monde.

Yanis Thomas

1. Rapport d'information n°3251, présenté par Michel Grall, sur la fin de vie des équipements militaires, 16/03/2011, p.78.

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez chaque mois dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. *Billets d'Afrique* est entièrement réalisé par des bénévoles, militants au sein de Survie, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à *Billets d'Afrique*. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 47, Av Pasteur - 93100 Montreuil

OUI, je souhaite recevoir *Billets d'Afrique* au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

code postal :

ville :

email :

TARIFS

France : 25 €

Petits budgets : 20 €

Étranger et Outre-mer : 30 €